

Réquisitions des travailleurs et casses des piquets de grève, nasses, arrestations et gardes à vue arbitraires, procédures judiciaires expéditives, charges, coups de matraque, usage à outrance de gaz lacrymogènes et de grenades classifiées comme armes de guerre, entraves et violences sur les journalistes et reporters... Depuis la mi-mars, et le recours au 49.3 en particulier, la répression s'abat sur le mouvement social, que celui-ci s'exprime contre la réforme des retraites ou sur le terrain écologique, à Sainte-Soline, contre la construction de méga-bassines.

Disons-le d'emblée : les violences policières ont figuré à l'agenda des médias dominants beaucoup plus rapidement que lors des mobilisations des Gilets jaunes. Dans la presse, elles ont donné lieu à des enquêtes salutaires, menées notamment par des journalistes du *Monde* ou de *Libération*, dont le travail impacte le reste des médias tant ces titres occupent une position de « référence » au sein du champ journalistique. Et dans une partie de l'audiovisuel, certaines des vidéos tournées par des manifestants et des reporters indépendants percent les écrans, comme sont médiatisées les alarmes que sonnent l'ONU, les syndicats de magistrats et d'avocats ou certaines ONG autour de la répression et des politiques du « maintien de l'ordre ».

Preuve que conjointement, la lutte de collectifs militants, les témoignages vidéo, le travail des rédactions indépendantes, celui des organisations politiques et syndicales et la critique des médias peuvent exercer des pressions conjointes à même d'infléchir, relativement, les choix et les impasses volontaires des chefferies médiatiques.

« Relativement » car évidemment, le journalisme de préfecture n'a nullement disparu du paysage. À mesure que s'intensifie la conflictualité des luttes sociales et écologistes, le verrouillage de l'information s'accroît dans les rédactions, au point que certaines sociétés de journalistes se rebiffent désormais pour dénoncer le « *soin tout particulier [des directions] à ne pas évoquer les violences policières* » (SDJ de France 3, rédaction nationale) ou « *la publication très marginale dans le journal papier d'articles consacrés aux violences des forces de l'ordre à l'égard des manifestants et des journalistes* » (syndicat SGJ-FO au *Parisien*). Le rapport de forces bouge... mais est encore loin d'être renversé.

« Il y en a assez d'Amnesty [...] ! Il y en a assez du Syndicat de la magistrature, qui dénonce la répression policière et ne rêve que d'anarchie !
Alba Ventura, RTL, 29 mars



« Nous devons réfléchir à un durcissement de notre appareil répressif.
Dominique Reynié, LCI, 26 mars

LA POLICE FAIT L'INFORMATION

- Appropriation sans distance critique du lexique policier ;
- Recours aux euphémismes pour ne pas nommer les violences policières ;
- Usage immodéré d'images fournies par le ministère de l'Intérieur, de la Préfecture ou de la gendarmerie ;
- Lecture publique et reproduction de « notes » ou d'infographies réalisées par les services de renseignement ;
- Surreprésentation de la parole des « forces de l'ordre » dans toutes leurs composantes ;
- Suivisme et partis pris outranciers des services et des consultants « police-justice » en faveur de la communication préfectorale, souvent sans la moindre vérification...

Tels sont quelques-uns des symptômes persistants du journalisme de préfecture. Un journalisme aux ordres, qui biaise de manière systémique le traitement médiatique des actions de police ou de gendarmerie. Au-delà des contraintes et des routines professionnelles expliquant en partie ce phénomène, la question est bel et bien celle d'une idéologie du « maintien de l'ordre » régnant en maître au sein des directions éditoriales. Résolument engagées du côté des « forces de l'ordre », ces dernières n'accordent pas la même valeur à toutes les communications... ni à tous les témoignages.

Dans l'audiovisuel, si les radios, les émissions de pseudo « débats » et les « 20h » fournissent des exemples chroniques de cette mutilation de l'information, les chaînes d'information remportent la palme. Le traitement par BFM-TV de la manifestation à Sainte-Soline, le 25 mars, fut à cet égard (tragiquement) exemplaire : « l'information en continu », c'est l'information des autorités.

Non contente, à la veille de la mobilisation, d'avoir saturé l'antenne des récits alarmistes que lui communiquaient le ministère de l'Intérieur et la Préfecture des Deux-Sèvres, la rédaction a décliné, le jour J, une ligne 100% sécuritaire : le lexique employé pour caractériser les manifestants était celui de la police ; le cadrage de l'information était celui de la police ; la hiérarchisation des événements était celle de la police. À cela s'est ajouté un défilé... de la police (syndicalistes, porte-parole de la gendarmerie, etc.), dont les déclarations ont été généralement paraphrasées par les intervenants maison, quand ils n'étaient pas occupés à instruire des procès contre les (rares) opposants sollicités en plateau...



Une tradition chez les chiens de garde, qui accompagnent en chantant l'(extrême) droitisation du champ politique et du débat public. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la complaisance avec laquelle bon nombre de commentateurs ont accueilli (et relayé) la dernière outrance en date du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, bien décidé à partir en guerre contre « *le terrorisme intellectuel de l'extrême gauche* ».

Rouage central des opérations de communication du pouvoir politique, *Le JDD* s'en est d'abord fait le porte-voix. Entre-soi et autopromotion maison oblige, CNews (propriété de Vincent

Bolloré) entreprit ensuite de décalquer à la télé le numéro du *JDD* (groupe Lagardère... sous l'emprise de Vincent Bolloré). Puis, circulation circulaire de l'information aidant, le mot d'ordre s'est retrouvé à la Une de BFM-TV, mais aussi traité par la plupart des émissions politiques dominicales... et dans les matinales du lendemain. Sur RTL, la déclaration du ministre a manifestement enthousiasmé Alba Ventura, en roue libre : « *Il sulfate le ministre hein, aux quatre coins de Paris qu'il va les éparpiller les Soulèvements de la Terre et autres Insoumis, aux quatre coins de la France qu'on va les retrouver façon puzzle !* » (3/04)

« **Y a-t-il aujourd'hui un terrorisme intellectuel de l'extrême gauche ?**
Léa Salamé à Sophie Binet (CGT),
France Inter, 3 avril

JOURNALISME DE MAINTIEN DE L'ORDRE AUTORITARISME À LA UNE

Pourtant fondamentale, la question du dispositif policier n'a jamais été abordée par les journalistes de BFM-TV : dès lors que ces derniers considèrent les « forces de l'ordre » et les autorités comme des sources fiables et objectives par nature, et non comme une partie prenante du conflit en cours, le questionnement critique du « maintien de l'ordre » est impensable et impossible. Partant, la responsabilité des affrontements incombe aux seuls manifestants et les violences font « naturellement » l'objet d'injonctions journalistiques – les « condamner », s'en « désolidariser » – à sens unique, c'est-à-dire à destination exclusive des élus de gauche ou des responsables associatifs ayant manifesté. Ce que l'on appelle, plus communément, verrouiller le débat.

C'est dans ce type de traitement fondamentalement biaisé – dépourvu de pluralisme et souvent rythmé par la désinformation – que l'on peut également classer le *leitmotiv* des « brebis galeuses », toujours aussi populaire parmi les commentateurs et les éditocrates. Ramenées à des « dérapages individuels », circonscrites aux pratiques de brigades particulières – aussi déchaînées soient-elles, à l'instar de la BRAV-M –, les violences policières bénéficient d'un traitement journalistique anémié, dépolitisé, confisqué par les toutologues au détriment des chercheurs spécialisés et pétri de leurs partis pris à sens unique. Passée au tamis du journalisme politique dominant, la question fondamentalement politique du maintien de l'ordre n'est que poussière...

Quand elle n'est pas supplantée par les rappels à l'ordre, les injonctions à davantage de répression ou les sailles visant à criminaliser la gauche et les manifestants.

Accompagner les surenchères les plus outrancières et légitimer, jour après jour, les coups de force d'une démocratie autoritaire ? Telle est bien la fonction qu'endosse une large partie de l'éditocratie, rôdée aux campagnes (plastiques) contre la gauche, et déterminée à la renvoyer, tel un ennemi intérieur, en dehors du champ républicain.



WWW.ACRIMED.ORG

SOUTENEZ LA CRITIQUE DES MÉDIAS !